

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE
Sous-commission départementale de sécurité
du 29/10/2020

Destiné à : **Monsieur le Préfet**

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 mars 1995, la Sous-commission départementale de sécurité s'est réunie le 29/10/2020.

L'établissement concerné est :

Commune : **LA TRONCHE**
Désignation de l'établissement : **FACULTE DE MEDECINE-PHARMACIE - BAT A-JEAN ROGET**
Numéro au fichier départemental : **E-18441**
Type principal : **R**
Catégorie : **2**
Adresse : **DOMAINE DE LA MERCI**
Nature de la demande : **Visite périodique avec réception de travaux**
Date de la visite : **28/09/2020**

À l'issue de la réunion, considérant les éléments du rapport technique du directeur départemental des services d'incendie et de secours annexé et après en avoir délibéré, la Sous-commission départementale de sécurité :

Maintient l'avis **Défavorable** :

À la poursuite du fonctionnement de l'établissement pour les motifs suivants :

- l'établissement ne présente pas des mesures préventives suffisantes, tant constructives, que techniques et organisationnelles, permettant d'assurer un niveau de sécurité suffisant (article L 123-2 du code de la construction et de l'habitation).

La conformité des travaux liés à l'AT n° 5161810001 est arrêtée, néanmoins les observations figurant au rapport technique de visite devront être levées sans délai.

Il est pris acte que les travaux prévus à l'AT n° 5161910014 (réaménagement de l'accueil) ne sont pas réalisés et qu'il n'est pas possible de se prononcer sur leur conformité.

IMPORTANT

L'attention de l'autorité est appelée sur le fait que ce procès verbal se limite à formaliser la décision collégiale de la commission de sécurité concernant l'avis rendu.

Les éléments susceptibles d'apporter un éclairage sur les constats, l'analyse qui en résulte et les mesures correctives à rechercher, sont consignés dans le rapport d'analyse et de propositions du directeur départemental des services d'incendie et de secours joint à ce procès verbal.

Pour le préfet
et par délégation
La présidente de la séance,


Sylvie BONNAMOUR



N/REF. : E-18441 D2020-680-006191 - SA,DL
Aff. suivie par : Commandant ARMAND Sylvain
Groupement prévention
Service Instruction Prévention Sud 2.3
gprv.sud.sec@sdis38.fr
Tél. 04 76 26 88 67
Fax 04 76 26 82 66

RAPPORT D'ANALYSE ET DE PROPOSITIONS COMPLÉTANT LES CONSTATS DU GROUPE DE VISITE

I. RÉFÉRENCES DU DOSSIER

Commune :	LA TRONCHE
Désignation de l'établissement :	FACULTÉ DE MÉDECINE-PHARMACIE - BAT A-JEAN ROGET
Numéro au fichier départemental :	E-18441
Type principal :	R
Catégorie :	2
Adresse :	DOMAINE DE LA MERCI
Représentant de l'exploitant :	M. Patrick LEVY (Président de l'université Grenoble Alpes)
Nature de la visite :	visite périodique avec réception de travaux
Date de la visite :	28/09/2020
Situation administrative :	cet établissement fonctionne sous avis défavorable . Le service départemental d'incendie et de secours n'a pas connaissance de l'existence d'un arrêté d'autorisation d'ouverture.

II. PERSONNES PRÉSENTES LORS DE LA VISITE

A. Membres du groupe de visite

M.	DUPRE,	représentant le maire de La Tronche.
Cdt	ARMAND,	suppléant le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

B. Autres personnes associées à la visite ne prenant pas part à la délibération

M.	RUAU,	agent UGA, service maintenance.
M.	JOUBIER,	agent UGA, service prévention des risques.
Mme	BRUYAS,	agent UGA, service logistique.
Mme	SERRIERE,	agent UGA, service technique.

Nota : il est à noter que le représentant de la direction départementale des territoires n'a pas souhaité participer à la visite, bien qu'il ait été convoqué.

III. PRÉAMBULE

- Contexte général :

Cet établissement fait partie d'un regroupement d'établissements dénommé : FACULTÉ DE MÉDECINE BAT JEAN ROGET LA TRONCHE.

Le site est composé de 2 établissements isolés au sens du règlement de sécurité :

- E-18441 : Bâtiment A-Jean Roget – classé en type R-2^{ème} catégorie, **objet du présent rapport,**
- E-26086 : Bâtiment amphithéâtre Jean Roget – classé en type R-2^{ème} catégorie.

- Contexte particulier :

Le bâtiment " Jean Roget " était initialement composé de deux corps de bâtiments reliés par une passerelle, non isolés réglementairement, à savoir :

- Un bâtiment " R+9 " à usage de laboratoires de recherche et d'enseignement.
- Un bloc d'amphithéâtres dont l'état de vétusté motive principalement l'avis défavorable au fonctionnement de l'établissement. Ce bâtiment a fait l'objet d'un dossier de mise en sécurité spécifique.

L'ensemble formait un seul établissement recevant du public, fonctionnant sous avis défavorable depuis 1997, pour les raisons suivantes :

- Travaux de mise en sécurité non terminés (défaut d'isolement de locaux à risques particuliers, revêtements muraux inadaptés, colonnes sèches inopérantes...) (articles CO 28, AM 3, AM 4, MS 18). Les lacunes principales sont situées dans le bloc d'amphithéâtres. Divers travaux ponctuels ont été réalisés dans le bâtiment sans que l'on puisse avoir une vision d'ensemble.
- Nombreuses observations dans les rapports de vérification des installations techniques, notamment les installations électriques (article R 123-43).

Lors de la visite périodique de 2013, les évolutions suivantes sont à signaler :

- Le bâtiment A (R+9) et le bloc d'amphithéâtres (E-26086) sont désormais isolés réglementairement.
- Des travaux de mise en sécurité du bâtiment A ont été réalisés dans le cadre de l'AT n° 5161410004. Ces derniers ont été réalisés sur la base du diagnostic établi par le bureau " SOCOTEC " en date du 19 juillet 2010.

Lors de la visite périodique du 24/05/2017, le groupe de visite a constaté que le niveau de sécurité de l'établissement a sensiblement évolué ces dernières années.

Cependant, la succession de travaux ponctuels (parfois sans dépôt de demande d'autorisation) et l'absence de cadre général, de rapport de vérification sur mise en demeure actualisé et complet par un organisme agréé) ne permettent pas de s'assurer que le niveau de sécurité global actuel est satisfaisant.

Ainsi, ce rapport de vérification sur mise en demeure a été établi (document SOCOTEC du 05/03/2020), **il fait état de 39 non-conformités aux règles exigibles.**

La périodicité de contrôle pour cet établissement est de 36 mois.

Outre le contrôle périodique de cet établissement, la présente visite a également pour objectif de regarder la conformité des travaux listés dans l'annexe 1 du présent document.

IV. RAPPEL DES DÉROGATIONS OBTENUES

Cet établissement a fait l'objet de 8 demandes de dérogation. Ces dernières qui ont reçu un avis favorable en sous commission départementale de sécurité sont reprises ci-dessous :

DATE D'AVIS	OBJET	MESURES COMPENSATOIRES
09/01/1998	Escaliers d'une largeur de 1,28 mètre à chaque extrémité, au lieu de 1,40 mètre	Détection incendie dans les circulations, les locaux à risques particuliers et les escaliers
	Locaux en communication avec la cage d'escalier (bâtiment Roget)	Détection incendie dans les circulations, les locaux à risques particuliers et les escaliers Renforcement du ballage
	Certains blocs-portes ne sont pas pare-flammes une demi-heure	Détection incendie dans les circulations, les locaux à risques particuliers et les escaliers
	Conduits d'évacuation des sorbonnes en PVC, classés M1 au lieu de M0	Détection incendie dans les circulations, les locaux à risques particuliers et les escaliers
	Absence de désenfumage des circulations	Détection incendie dans les circulations, les locaux à risques particuliers et les escaliers
	Utilisation de gaz spéciaux au moyen de bouteilles dans différents locaux	Détection incendie dans les circulations, les locaux à risques particuliers et les escaliers Laboratoires en façade Protocole d'utilisation Installation en râteliers
	Le maître d'ouvrage ne peut pas justifier la résistance des portes d'ascenseurs.	Détection incendie dans les circulations, les locaux à risques particuliers et les escaliers
22/04/2004	Portes d'accès aux zones contrôlées verrouillées, sans système de fermeture automatique (digicode).	Détection incendie dans les circulations, les locaux à risques particuliers et les escaliers

V. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

A. Description de l'établissement :

Nombre de niveaux : 12 (2 sous-sols, rez-de-chaussée et 9 étages en élévation)

Destination et répartition des locaux :

Niveaux	Locaux
Niveau 9	Désaffecté (ancien chenil pour les animaux destinés aux expériences)
Niveau 8	<ul style="list-style-type: none"> . 18 laboratoires . 5 bureaux . 1 local technique . 2 sanitaires . Zone local C.T.A.
Niveau 7	<ul style="list-style-type: none"> . 1 secteur élevage protégé : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 local stockage ▪ 1 salle préparation . 1 secteur expérimental protégé : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 local stockage ▪ 1 vestiaire ▪ 1 laboratoire ▪ 1 circulation propre ▪ 1 circulation sale ▪ 2 boxes . 1 secteur laverie : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 salle préparation ▪ 1 salle laverie . 1 secteur transgénèse : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 sas ▪ 1 salle de préparation ▪ 1 labo transgénèse . 1 secteur vestiaires animaliers : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 salle de préparation ▪ 1 vestiaire . 1 bureau . 1 salle de repos animalier . 1 salle de quarantaine

Niveaux	Locaux
Niveau 6	<ul style="list-style-type: none"> . 20 laboratoires . 4 halls . 2 locaux de stockage . 1 local isolateurs . 1 compartiment matériel . 1 compartiment congélation . 3 sanitaires . 1 local ménage . 11 bureaux . 1 salle de réunions . 1 zone sale . 1 zone propre . 8 sas . 1 local laverie de laboratoires
Niveau 5	<ul style="list-style-type: none"> . 23 laboratoires . 5 locaux de stockage . 20 bureaux . 3 sanitaires . 1 salle de réunions
Niveau 4	<ul style="list-style-type: none"> . 3 bureaux "chercheurs" . 15 laboratoires (recherche RAD) . stockage . secrétariat . bureaux . salle de recherche . salle "enseignement"
Niveau 3	<ul style="list-style-type: none"> . 5 bureaux "chercheurs" . 19 laboratoires . local "oxygénothérapie" . atelier . laverie . salle "chimie" . bureaux . secrétariat
Niveau 2	<ul style="list-style-type: none"> . 10 salles "travaux pratiques" . atelier . laverie . chambre froide . 2 stocks "matériel" . bureaux . instrumentale . préparations . stocks produits
Niveau 1	<ul style="list-style-type: none"> . 10 salles "travaux pratiques" . atelier . laverie . chambre froide . 2 stocks "matériel" . bureaux . instrumentale . préparations . stocks produits
Rez-de-chaussée	<ul style="list-style-type: none"> . 3 bureaux "thésard" . bureau "chercheur" . 2 salles Informatique . 10 salles "T.D." . accueil intégrant local SSI et un local de stockage (3,90 m²) . hall . réserves
Niveau - 1	<ul style="list-style-type: none"> . salle de lecture . bureaux "chercheur" . secrétariat . salles "dissection" . salle "préparation" . amphithéâtre . salle "injection" . caveaux . ateliers . chambres noires . musée . locaux "services techniques" . transformateur . groupe "électrogène" . sous-station "chauffage" . téléphone . animalerie . réserves
Niveau - 2	Vide sanitaire avec installations techniques et citerne de fuel du groupe électrogène.

B. Rappel des effectifs accueillis

Niveaux	Activité	Facteur de densité ou déclaratif	Effectif public	Effectif du personnel*	Total
Niveau 9	Désaffecté				
Niveau 8	Enseignement	Déclaration	35		35
Niveau 7	Enseignement	Déclaration	25		25
Niveau 6	Enseignement	Déclaration	30		30
Niveau 5	Enseignement	Déclaration	55		55
Niveau 4	Enseignement	Déclaration	35		35
Niveau 3	Enseignement	Déclaration	35		35
Niveau 2	Enseignement	Déclaration	130		130
Niveau 1	Enseignement	Déclaration	160		160
RDC	Enseignement	Déclaration	545		545
Niveau -1	Enseignement	Déclaration	50		50
Niveau -2	Désaffecté				
Total			1100		1100

* Effectif du personnel ne disposant pas de ses propres dégagements.

C. Rappel des principales dispositions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique connues de la commission de sécurité

Le descriptif des principales mesures préventives est établi grâce à un rapport de vérification sur mise en demeure de SOCOTEC du 05/03/2020 et des éléments conservés par le SDIS (dossiers de consultation pour différents travaux, constats faits en visites...).

1. Construction

a. *Conception et desserte des bâtiments*

Cet établissement est de forme rectangulaire. Le plancher bas de son niveau le plus haut est à plus de 28 mètres du niveau du sol. Le bâtiment n'a néanmoins jamais été considéré comme un Immeuble de Grande Hauteur.

Détails concernant l'accessibilité :

- Façade " Est " :

Le plancher bas du niveau le plus haut est à 28 mètres environ depuis le parvis de l'entrée principale. Les essais réalisés sur place avec l'échelle aérienne de Saint-Martin-d'Hères réalisés début septembre 2014 apportent les conclusions suivantes :

- l'échelle accède à tous les niveaux depuis le pignon Nord jusqu'à l'axe de l'entrée principale (soit la moitié de longueur de la façade environ).

- Façade " Ouest " :

Le plancher bas du niveau le plus haut varie entre 30 et 32 mètres environ.

La voie est en impasse avec un passage sous porche de 3,40 mètres qu'il n'est pas possible de traiter (passage de réseaux techniques sous-terrain).

Les essais réalisés sur place avec l'échelle aérienne de Saint-Martin-d'Hères réalisés début septembre 2014 apportent les conclusions suivantes :

- le passage sous le porche est possible (accès en marche arrière réalisé),
- l'échelle accède à tous les niveaux à condition qu'aucun véhicule ne stationne en bordure de voie (en particulier sur la partie droite de la voie).

- Pignon " Nord " :

Les essais réalisés sur place avec l'échelle aérienne de Saint-Martin-d'Hères réalisés début septembre 2014 apportent les conclusions suivantes : l'échelle accède à l'ouvrant du dernier niveau.

- Pignon " Sud " :

Les essais réalisés sur place avec l'échelle aérienne de Saint-Martin-d'Hères réalisés début septembre 2014 apportent les conclusions suivantes : l'échelle accède au niveau du plancher bas du dernier niveau.

Remarque générale suite aux essais : l'accès au site est conditionné au respect strict du stationnement.

Les améliorations suivantes ont été réalisées lors des derniers travaux :

- Marquage au sol de la voie échelles en façade Ouest du bâtiment et mise en place de bornes anti-stationnement flexibles le long de la voie.

Cette configuration est jugée conforme aux dispositions exigibles par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

b. Isolement par rapport aux tiers

Le bâtiment " Bibliothèque " en vis-à-vis est situé à 7,30 mètres. La façade de la bibliothèque est en maçonnerie avec des châssis fixes pare-flammes de degré ½ heure.

Le bâtiment " Amphithéâtres " est à plus de huit mètres, mais il existe une communication existante avec le bâtiment A via une passerelle. Elle a été traitée conformément à l'article CO 10, à savoir :

- elle est désenfumée suivant l'IT 246 sur la base d'une circulation de six unités de passage ;
- elle ne comporte aucun local, aménagement ou dépôt constituant un potentiel calorifique appréciable ;
- elle est obturée au droit des façades par des parois pare-flammes de degré ½ heure et des blocs-portes pare-flammes ½ heure à fermeture automatique asservie au SSI de l'ERP " amphithéâtre " (un détecteur du SSI " amphithéâtre " est placé dans le bâtiment Roget).

Cette configuration est jugée conforme aux dispositions exigibles par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

c. Solution retenue pour l'évacuation des personnes en situation de handicap

La mise en sécurité des personnes handicapées est assurée par :

- La présence à chaque niveau, dans la cage d'escalier centrale, d'un palier avec sur largeur adaptée.
- La création près de la cage d'escalier Sud d'espaces d'attente sécurisés : locaux coupe-feu de degré 1 heure, comportant un ouvrant accessible en façade, un éclairage de sécurité conforme à l'article EC 10, un interphone, une signalétique appropriée et un extincteur.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état d'importantes non-conformités aux dispositions exigibles : Absence de ferme-porte opérationnel pour les portes des AES des niveaux 3 à 8, commande d'ouverture du châssis de désenfumage de l'AES du -1 trop haute, absence de boîtier vert de déverrouillage des portes d'accès aux AES, interphone non accessible au R+8.

d. Résistance au feu des structures

La structure est stable au feu de degré 1 heure. Les planchers sont coupe-feu de degré 1 heure. La structure est en béton armé. Les critères de coupe-feu et de stabilité sont obtenus par l'enrobage des aciers.

Cette configuration est jugée conforme aux dispositions exigibles par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

e. Couvertures

La couverture est de type " toiture terrasse étanche isolée avec protection par gravillons ". De nombreuses installations techniques sont présentes en toiture.

Cette configuration est jugée conforme aux dispositions exigibles par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

f. Façades

Les revêtements de façades sont en béton avec ponctuellement de la céramique incombustible.

Cette configuration est jugée conforme aux dispositions exigibles par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

g. Distribution intérieure, compartimentage

La distribution intérieure est réalisée par cloisonnement traditionnel.

Les parois entre locaux et dégagements accessibles au public sont coupe-feu de degré 1 heure.

Les parois entre locaux accessibles au public, les parois entre locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public classés à risques courants sont pare-flammes de degré ½ heure. Les blocs-portes et les éléments verriers des baies d'éclairage équipant les parois verticales sont pare-flammes de degré ½ heure.

Les cloisons sont coupe-feu de degré 1 heure et les blocs-portes donnant sur la circulation pare-flammes de degré ½ heure.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état de non-conformités ponctuelles par rapport aux dispositions exigibles : au niveau 8 parois non coupe-feu 1 heure en bout de couloir côté Sud ; niveau 3, ventilation dans une porte qui ainsi n'est plus pare-flammes ½ heure ; au rdc, absence de porte de recoupement d'accès à l'aile Nord ; au niveau -1, absence de calfeutrement coupe-feu 1 heure autour des passages de câbles au droit des impostes des portes de recoupement.

h. Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers

Le diagnostic de 1995 relevait un défaut d'isolement de ces locaux, tant au niveau des portes que des parois et des ouvrants en façades.

Ce point a été pris en compte dans le projet de mise en sécurité général et les travaux suivants ont été réalisés :

- Remplacement des portes des locaux à risques moyens par des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure avec ferme-porte.
- Création de cloisons coupe-feu de degré 1 heure et mise en place de blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure sur les trois locaux de stockage de produits dangereux des niveaux 1, 2 et 3.
- Calfeutrement coupe-feu de degré 2 heures de trous en voile du local sous-station.
- Calfeutrement coupe-feu de degré 1 heure de trous en parois et en dalles de locaux de stockage de produits dangereux aux niveaux 2 et 3.

Les locaux classés à risques importants (sous-station Pu > 70 kW, groupe électrogène) respectent les dispositions de l'article CO 28 §1.

Les 2 locaux de stockage d'environ 10 m² au R+4 sont traités en locaux à risques courants.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état de non-conformités par rapport aux dispositions exigibles : locaux de stockages divers non traités comme locaux à risques particuliers d'incendie ; portes coupe-feu de locaux à risques particuliers non fonctionnelles ou calées en position ouverte.

i. Conduits et gaines

L'établissement présente un important réseau de conduits et de gaines.

La configuration des conduits et des gaines est jugée conforme aux dispositions exigibles par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

j. Dégagements

Niveaux	Effectif maximum à évacuer*	Nombre de dégagements réglementaires	Largeur réglementaire cumulée des dégagements	Nombre de dégagements réalisés	Largeur cumulée des dégagements réalisés
Niveau 8	35	2	2 UP	2	4 UP
Niveaux 7+8	60	2	2 UP	3	7 UP
Niveaux 6+7+8	90	2	2 UP	3	7 UP
Niveaux 5+6+7+8	145	2	3 UP	3	7 UP
Niveaux 4+5+6+7+8	180	2	3 UP	3	7 UP
Niveaux 3+4+5+6+7+8	215	2	4 UP	3	7 UP
Niveaux 2+3+4+5+6+7+8	345	2	5 UP	3	7 UP
Niveaux 1+2+3+4+5+6+7+8	505	3	6 UP	3	7 UP
RDC+1+2+3+4+5+6+7+8	1050	4	11 UP	4	13 UP
RDC+1+2+3+4+5+6+7+8+(-1)	1100	4	11 UP	4	14 UP

* Dont personnel ne disposant pas de ses propres dégagements.

Détails nécessaires à la compréhension des particularités des dégagements :

- La passerelle de liaison n'est pas comptabilisée dans les dégagements.
- Il n'y a pas de cul de sac supérieur à 10 mètres.
- Les issues donnant sur l'extérieur s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

La conception des dégagements a fait l'objet de demandes de dérogation qui ont reçu un avis favorable :

- dérogation n° 0 : escaliers d'une largeur de 1,28 mètre à chaque extrémité au lieu de 1,40 mètre.
- dérogation n° 1 : locaux en communication avec la cage d'escalier (ascenseur).

Il existe un important dispositif de contrôle d'accès (portes verrouillées électromagnétiquement, avec ouverture par badges) dans l'établissement.

k. Encloisonnement des escaliers

Les escaliers sont encloisonnés, avec néanmoins des mesures d'adaptation aux règles exigibles. Les portes d'une cage d'ascenseur ouvrent dans le volume d'un escalier encloisonné (dérogation n° 1).

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état de non-conformités ponctuelles par rapport aux dispositions exigibles : oculus de la porte de l'escalier au niveau -1 non résistant au feu ; au rdc les portes de l'escalier central ne sont pas pare-flammes ½ heure ; au -1 aile Nord, les ferme-portes de la porte d'accès à l'escalier sont débrayés.

l. Portes de recoupement des circulations

Les circulations de grande longueur sont recoupées par des portes pare-flammes ½ heure maintenues ouvertes avec fermeture asservie à l'alarme. Les portes DAS sont conformes à la NFS 61.937.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état de non-conformités ponctuelles par rapport aux dispositions exigibles : aux niveaux 7 et 8 d'importants stockages dans les circulations sont susceptibles de gêner la fermeture des portes de recoupement.

2. Aménagements intérieurs, décoration et mobilier

Les parois des escaliers protégés sont classées :

- B-s1, d0 ou en catégorie M1 pour les plafonds et les rampants,
- B-s2, d0 ou en catégorie M1 pour les parois verticales,
- CFL-s1 ou en catégorie M3 pour les paliers de repos et les marches.

Les parois verticales des dégagements non protégés et des locaux sont classés C-s3, d0 ou en catégorie M2.

Les plafonds des dégagements non protégés et des locaux sont classés B-s3, d0 ou en catégorie M1. Les sols des dégagements non protégés et des locaux sont classés DFL-s2 ou en catégorie M4.

Isolation thermique et phonique : A2 - s2, d0 en paroi verticale, en plafond ou en toiture. A2FL - s1 en plancher, au sol ou protégés par un écran thermique suivant AM 8.

Les éléments de séparation (parois, cloison-écran, etc.), ne devant pas assurer une fonction de résistance au feu, sont réalisés en matériaux de catégorie M3 ou classés D-s3, d0.

Les lambris du hall d'accueil (matériau non M1) ont été remplacés par des panneaux dérivés de bois classés B-s2,d0 fixés sur ossature bois M3 et bourrage des vides arrières en laine de verre classée A2-s1,d0.

Les faux plafonds du hall d'accueil, des circulations horizontales (et en reprise ponctuelle dans certains locaux) sont en dalles minérales A1.

Cette configuration des aménagements intérieurs est jugée conforme aux dispositions exigibles par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

3. Désenfumage

Escaliers :

Les escaliers enclouonnés sont désenfumés naturellement. L'amenée d'air frais est réalisée par l'ouverture des portes du rez-de-chaussée donnant à l'extérieur.

Circulations :

Les circulations sont supérieures à 30 mètres et devraient être désenfumées. Ce point a fait l'objet d'une dérogation.

Les circulations sont recoupées par des portes DAS conformes à la NFS 61.937.

4. Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire

Chauffage :

La production de chaleur est assurée depuis la sous-station du rez-de-chaussée alimentée par la Compagnie de Chauffage, en eau surchauffée (installation de puissance utile supérieure à 70 kW et inférieure à 2 MW).

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état de non-conformités importantes par rapport aux dispositions exigibles : l'isolement coupe-feu 2 heures du local n'est pas assuré (présence de trous, non-respect des règles du C+D au droit de la ventilation haute de la sous-station).

Ventilation mécanique contrôlée :

L'extraction des sanitaires est traitée par une VMC installée lors de la rénovation de 2003. Elle est composée d'un caisson d'extraction par bloc de sanitaires (3 blocs).

Cette configuration des VMC est jugée conforme aux dispositions exigibles par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

Extraction sorbonne :

L'extraction des sorbonnes est en canalisation PVC, ces conduits doivent être placés dans une gaine respectant le degré de résistance au feu des parois traversées (plancher coupe-feu 1 heure).

Plusieurs conduits d'extractions de sorbonnes passent dans la même gaine technique, les pénétrations dans la gaine sont réalisées avec un manchon coupe-feu.

Les conduits d'évacuation des sorbonnes sont en PVC, classés M1 au lieu de M0 (dérogation examinée favorablement).

Présence d'une sorbonne dans le laboratoire P1 au niveau 4, conduit M0 et ajout d'armoires ventilées dans le stockage 418 du niveau 4.

Cette configuration des sorbonnes est jugée satisfaisante par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020.

Circuit de distribution et de reprise d'air :

Les conduits de ventilation doivent être réalisés en matériaux classés M0, hormis pour les sorbonnes et pour le raccordement des terminaux qui peuvent être en matériaux classé M1 sur 1 m maximum.

Présence de clapets coupe feu aux traversées des parois résistantes au feu.

Les CTA sont placées en toiture et dans le vide sanitaire. Les gaz frigorigènes utilisés ne sont pas inflammables.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état de doutes sur la conformité de la solution technique concernant les clapets : les rebouchages autour des clapets au droit des planchers n'ont pas été réalisés et des gaines coupe-feu avec des trappes coupe-feu ont été mises en place autour des conduits ; le non accès à l'intérieur de ces gaines et la non fourniture des plans des réseaux ne permet pas de s'assurer que la solution technique est conforme aux dispositions exigibles.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 relève que la coupure de la ventilation se trouvant dans le hall d'accès au bâtiment n'a pas une action sur toutes les CTA de l'établissement.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 relève que les câbles CR1 d'alimentation des tourelles de ventilation situées sur le toit sont à remplacer, à protéger ; SOCOTEC relève également que la mise en œuvre des câbles CR1 doit être corrigée et les gaines rebouchées dans le placard RIA R+4 Sud.

5. Installations gaz combustibles, hydrocarbures liquéfiés.

L'établissement n'est pas desservi par le gaz de ville. Néanmoins, des bouteilles de 13 kg de gaz inflammables sont ponctuellement présentes dans l'établissement pour des becs benzène.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 relève la présence de ces bouteilles de gaz ponctuelles.

6. Liquides inflammables courants

Une cuve de fuel (2000 litres selon les renseignements recueillis) est présente dans l'établissement pour le fonctionnement du groupe électrogène. Le volume de cette cuve est à confirmer.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état d'importantes non-conformités pour cette cuve : la cuve est dans le vide sanitaire sans isolement particulier, le réservoir ne répond pas aux dispositions de la réglementation exigible.

7. Liquides inflammables liés à l'activité de recherche

Des liquides inflammables liés à l'activité de recherche et d'enseignement sont présents dans l'établissement.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 mentionne que les dispositions de l'article R 10 ne sont pas toujours respectées.

8. Installations de gaz spéciaux

De nombreux gaz spéciaux sont présents dans l'établissement (oxygène, carbogène, dioxyde de carbone...) sous forme de bouteilles portables. Il n'y a pas de réseau fixe. Les gaz spéciaux sont repérés sur les plans de sécurité. La sous-commission départementale de sécurité s'est prononcée favorablement sur ce point dérogatoire en 1998.

Les locaux accueillant des bouteilles de gaz spéciaux sont supposés avoir une ventilation et une signalétique adaptée.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 mentionne que les dispositions des articles R 11 et R 12 ne sont pas toujours respectées.

9. Installations électriques

Les vérifications périodiques des installations électriques font état de non-conformités aux règles applicables.

Le bâtiment est doté d'un groupe électrogène.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état d'importantes non-conformités aux dispositions exigibles : conducteurs obsolètes potentiellement sous tension, câbles conducteurs dénudés sous tension ou susceptibles de l'être, boîtiers de coupure d'urgence des tableaux divisionnaires placés trop bas, absence de coupure d'urgence du réseau ondulé, absence de synoptique détaillé de la distribution électrique, empoussiérage des locaux BT/HT et GE.

10. Poste de transformation, haute tension

L'établissement possède un local haute tension avec des transformateurs qui semblent être " à huiles ". Aucune rétention n'est présente sous les transformateurs.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 ne mentionne pas ce local haute-tension.

11. Éclairage de sécurité

L'établissement est doté d'un éclairage de sécurité dont les caractéristiques sont inconnues. Il semble qu'il soit constitué uniquement de BAES.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 fait état d'importantes non-conformités aux dispositions exigibles : nombreux BAES hors service, mauvais fonctionnement des télécommandes de mise au repos des blocs.

12. Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants

L'établissement comprend trois ascenseurs et un monte-charge.

Les ascenseurs ont fait l'objet d'une demande de dérogation pour la justification de la résistance au feu des portes de gaines.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 ne mentionne aucune non-conformité concernant les ascenseurs et les gaines d'ascenseurs.

13. Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration

Aucun appareil de cuisson n'est installé en permanence dans l'établissement.

14. Autres installations susceptibles de présenter des risques

L'établissement accueille des sources radioactives (sous forme scellée ou non scellée), ainsi que des agents pathogènes.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 ne mentionne aucune non-conformité concernant ce point.

15. Moyens de secours contre l'incendie

a. Défense extérieure contre l'incendie

Il existe 5 points d'eau qui concourent à la défense extérieure contre l'incendie de cet établissement dont 1 à moins de 60 mètres. Les caractéristiques de la dernière vérification transmises au SDIS, faisaient état des données suivantes :

N° point d'eau incendie	Adresse	Débit en m³/h à 1 bar de pression dynamique
38	Faculté de médecine – Angle Jean Roget	60
38A	Faculté de médecine – Bibliothèque	60
38B	Faculté de médecine – Arrière Bibliothèque	60
38C	Faculté de médecine – Arrière Jean Roget	58
38D	Faculté de médecine – Boucherie/Iemarchand	60

Ces valeurs, issues de relevés ponctuels, ne sauraient engager la responsabilité du SDIS sur la pérennité des caractéristiques d'un réseau dont il n'assure pas la concession, ni l'entretien.

Nota : toute remarque concernant ces données doit être transmise à la commission de sécurité.

b. Robinet d'incendie armé

L'établissement est doté de robinets d'incendie armés, implantés dans des placards techniques ouvrants sur les dégagements.

L'installation de RIA fait l'objet de nombreuses observations de la part de la société en faisant la vérification périodique (fuites, appareils hors service...). De même, SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 note que les RIA ne sont pas numérotés.

c. Colonnes sèches

L'établissement est doté de 5 colonnes sèches, implantées dans un placard technique ouvrant sur les dégagements et non dans les escaliers.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 ne relève pas de non-conformité sur ces appareils.

d. Installation d'extinction automatique ou à commande manuelle

L'établissement n'est pas doté d'installation d'extinction automatique ou à commande manuelle, conformément à la réglementation en vigueur.

e. Appareils mobiles et moyens divers

L'établissement est doté, au sein des différents locaux d'extincteurs adaptés aux risques. SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 ne relève pas de non-conformité sur ces appareils.

f. Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers

Des plans visant à faciliter l'action des secours sont affichés dans l'établissement.
Des plans sont également affichés dans les étages.
Cet établissement est répertorié par le groupement prévision du SDIS sous le numéro 365.

SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 ne relève pas de non-conformité sur ces plans.

g. Service de sécurité incendie

Lors des dernières visites périodiques, le constat suivant était réalisé :
" Trois agents sont formés SSIAP1 sur le site de la faculté (agents du service technique). Deux séances de formation annuelles sont programmées sur l'utilisation d'extincteurs. Il n'y a pas de suivi des formations au niveau du registre de sécurité .
Le système de sécurité incendie est veillé pendant les heures ouvrées, jours ouvrés par un personnel de l'établissement. En dehors de ces périodes, cette veille est faite par un surveillant d'une entreprise extérieure.

Des exercices d'évacuation des occupants de l'établissement sont effectués périodiquement.

h. Système de sécurité incendie

La principale mesure compensatoire relative aux différentes demandes de dérogation repose sur la mise en place d'un système de sécurité incendie de catégorie A. Cet équipement a été remplacé en 2013 et présente les caractéristiques suivantes :

- La centrale est placée à l'accueil (RDC).
- Détection automatique d'incendie dans les circulations
- Détection automatique dans les locaux identifiés à risques particuliers en 2013 (mais ces locaux ont changés)
- Des flashes lumineux ont été mis en place dans les sanitaires.
- Il existe une seule zone de compartimentage pour le bâtiment.
- Mise en œuvre de l'alarme générale après temporisation de 5 minutes.

Dans le cadre de la séparation de l'établissement en deux ERP, un système de sécurité incendie de catégorie A tel que défini par le MS 53 est créé pour les amphithéâtres, indépendant de celui existant dans le bâtiment principal.

Les deux centrales sont placées dans le local accueil du bâtiment principal. Elles sont en communication (une alarme feu est reportée sur l'autre centrale, de plus le passage en alarme feu de la centrale du bâtiment A entraînera également la fermeture de la passerelle de liaison).

Le passage en alarme de l'une ou l'autre des 2 centrales provoquera le compartimentage et le désenfumage de la passerelle de liaison des 2 bâtiments.

i. Système d'alerte

L'établissement dispose d'un téléphone pour l'alerte des sapeurs-pompiers.

VI. ÉLÉMENTS PRODUITS PAR LE GROUPE DE VISITE

A. Contrôle de la conformité des travaux n° 1 :

Travaux / procédure d'urbanisme

Nature de la demande	Numéro demande	Description
Autorisation de travaux	5161810001	Réaménagement partiel pour création d'un laboratoire au niveau 4 et recloisonnement pour création d'une salle de radiologie au niveau -1.

Éléments relatifs à la solidité

Attestation du maître d'ouvrage relative à son action dans le contrôle de la solidité	Date : 28/09/2020	Rédacteur : Dominique THIVOLLE	
Attestation de l'organisme agréé relative à la conduite de la mission solidité et à sa conclusion	Date : 23/12/2019	Nom de l'organisme agréé : QUALICONSULT	Voir le RVRAT

Éléments relatifs à la sécurité des personnes

Documents	Date	Références (entreprise)	Observations
Rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT)	23/12/2019	QUALICONSULT	3 observations

Conclusion de cette conformité

La conformité des travaux peut être arrêtée, mais les observations figurant au présent rapport technique devront être levées sans délai.

En effet, les trois observations figurant au RVRAT concernent des non-conformités liées à des manquements qui concernent l'ensemble de l'établissement. Ces manquements devront être corrigés dans le cadre de travaux de sécurité généraux décrits dans les prescriptions proposées ci-après.

B. Contrôle de la conformité des travaux n° 2 :

Travaux / procédure d'urbanisme

Nature de la demande	Numéro demande	Description
Autorisation de travaux	5161910014	Rénovation de l'accueil au rez-de-chaussée.

Les travaux en question ne sont pas réalisés, aussi les membres du groupe de visite ne se sont pas prononcé sur la conformité des-dits travaux.

C. Synthèse des vérifications réglementaires et de l'entretien en exploitation

Le tableau ci-dessous a pour objet de renseigner la commission sur la qualité des vérifications réglementaires en exploitation des installations techniques, des entretiens, et sur les actions entreprises en matière de prévention.

Éléments contrôlés	Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou Nom de l'organisme agréé	Observations
Registre de sécurité	R. 123-51			Registre tenu à jour
Portes automatiques	contrat annuel d'entretien et de vérification TC ou OA CO 48	05/03/2020	AFEO	Pas d'observation
Installations de désenfumage et accessoires	1 an TC ou OA DF 10	17/05/2019	SASIC	Pas d'observation

Éléments contrôlés		Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou Nom de l'organisme agréé	Observations
Installation de chauffage		1 an TC ou OA CH 57	-	-	Sous-station de chauffage urbain
Installations de ventilation, de conditionnement d'air,		1 an TC ou OA CH 58	-	-	Aucune vérification périodique
Sorbonnes		1 an TC ou OA CH 58	-	-	Aucune vérification périodique
Installations fonctionnant aux gaz combustibles et hydrocarbures		1 an TC ou OA GZ 30	-	-	Présence ponctuelle de bouteilles de gaz 13 kg – aucune vérification périodique
Groupe électrogène		1 an TC ou OA EL 18 § 4 et EL 19	2020	Fait en Interne	Pas de remarque
Installations électriques (dont les protections contre la foudre)		1 an TC ou OA EL 19	02/01/2020	APAVE	35 observations dont 16 levées.
Éclairage de sécurité		1 an TC ou OA EC 15	02/01/2020	APAVE	Vérification incluse dans la vérification des installations électriques : observations
Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants : contrat d'entretien		contrat annuel (R. 125-2-1) carnet entretien (R. 125-2-3) TC ou OA R.123-43	11/09/2019	Isère ascenseur	Observations liées à l'entretien
Ascenseurs : vérification quinquennale		5 ans OA AS 9 et R. 125-2-4	7 et 10/7/2017	APAVE	Plusieurs observations sur les différents appareils
Exercices d'instruction des personnels		à l'initiative de l'exploitant MS 51	5/10/2018	Fait par l'exploitant	Visa au registre
Exercices d'évacuation	type R sans hébergement	plusieurs fois / an dont 1 dans le mois qui suit la rentrée R 33	5/10/2018		Évacuation de 300 personnes en 4 minutes environ
Extincteurs		1 an TC ou OA MS 73	12/09/2020	SICLI	Pas de remarque
RIA		1 an TC ou OA MS 73	18/09/2020	SICLI	Nombreuses observations
Triennale Système de Sécurité Incendie A et B		3 an OA MS 73	03/06/2020	VERITAS	Quelques observations en cours de levée
Système de Sécurité Incendie A et B	Contrôle	1 an TC ou OA MS 73	13/06/2019	DASM	Quelques observations
	Contrat d'entretien	TC MS 68	DASM (mêmes remarques que celles faites dans la vérification annuelle)		
Colonnes sèches		1 an TC ou OA R. 123-43	02/09/2020	SICLI	Pas de remarque

D. Synthèse des essais d'installations

Les essais d'installations n'ont pas de caractère systématique. Ils permettent de constater le comportement des installations dans le contexte d'une action définie.

SSI A	
Action	Activation d'un détecteur automatique d'incendie : <i>circulation R+4</i>
Effets	Report de l'alarme au poste de sécurité (alarme restreinte) Déclenchement de l'alarme générale après 5 min. Fermeture des portes de recoupement. Fermeture des portes d'endossement. Déverrouillage des portes dotées d'un verrouillage électromagnétique. Évacuation des occupants
Observations	Pas d'observation particulière pour ce qui a pu être observé par le groupe de visite (compte-tenu de la taille de l'établissement, il est impossible de savoir si toutes les portes asservies se sont fermées correctement).
INTERPHONE	
Action	Essai de l'Interphone situé sur un palier de l'escalier central (2 ^{ème} étage).
Effets	L'appareil fonctionne, mais aucune réponse de la part de l'agent présent à l'accueil.
Observations	Revoir la formation du personnel en la matière.
ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ	
Action	Essai de la télécommande de mise au repos de l'éclairage de sécurité au RDC.
Effets	Aucun effet.
Observations	La commande est défectueuse, à réparer.
ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ	
Action	Essai de l'éclairage de sécurité par coupure du circuit d'alimentation normale sur un tableau divisionnaire au R+1.
Effets	Bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité au R+1.
Observations	Essai satisfaisant.

E. Analyse du risque le jour de la visite et proposition d'avis du groupe de visite

Cet établissement présente d'importantes non-conformités aux dispositions exigibles ainsi que de nombreux éléments pouvant entraîner des risques d'incendie ou des conséquences sur les occupants en cas d'incendie.

Sans être exhaustif, il peut être mentionné les éléments suivants :

- De nombreux locaux pouvant présenter des risques particuliers d'incendie ne sont pas isolés comme la réglementation le prévoit.
- Des stockages dans les circulations peuvent nuire à la fermeture des portes résistantes au feu asservies à l'alarme.
- Des bouteilles de gaz 13 kg sont présentes ponctuellement dans l'établissement sans que soient respectées les conditions afférentes à leur installation.
- Des liquides inflammables sont présents dans l'établissement sans que les dispositions prévues par le règlement de sécurité ne soient respectées.
- Des gaz spéciaux (remarque faite pour l'oxygène) sont présents dans l'établissement avec des conditions d'utilisation ne respectant pas des mesures de sécurité minimales.
- La réserve de fuel du groupe électrogène ne dispose pas de rétention.
- Les installations électriques et d'éclairage de sécurité présentent des non-conformités aux règles applicables et des dysfonctionnements.
- Les robinets d'incendie armés présentent des défaillances.

De ce fait, les membres du groupe de visite ont proposé un avis défavorable à la poursuite du fonctionnement.

VII. PROPOSITIONS DE PRESCRIPTIONS

Les dispositions du décret n° 73-1007 codifié relatives aux articles R. 123-1 à R. 123-55 du code de la construction et de l'habitation, ainsi que les dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public seront retenues comme référentiels.

Elles seront complétées par celles de :

- L'arrêté ministériel du 4 juin 1982 modifié, relatif au type R.

A. Observations émises lors de la visite.

- 1) Maintenir libres de tout stationnement les voies engins du site (article CO 2). **Observation permanente.**
- 2) Assurer la formation de personnels de l'établissement. Il convient d'assurer la présence d'agents formés à l'utilisation des moyens de secours, la conduite à tenir en cas d'incendie, l'exploitation de l'équipement d'alarme et la prise en compte des personnes en situation de handicap. Il convient également d'établir une procédure claire permettant de coordonner l'action de ces agents sur le site. Le suivi des agents formés et du contenu de ces formations doit figurer dans le registre de sécurité de l'établissement. Enfin, des exercices destinés à entraîner les étudiants et le personnel doivent être organisés annuellement. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent aussi apparaître dans le registre de sécurité (articles R 33 et MS 46). **Observation permanente.**
- 3) Fournir une déclaration d'effectifs (public et personnel) à jour et par niveau. En effet, il est constaté que le bâtiment est désormais occupé majoritairement par des laboratoires, les salles de cours étant concentrées en partie basse du bâtiment (article R 2). **Observation renouvelée.**
- 4) Assurer la présence permanente d'un personnel formé (au minimum, diplômée SSIAP 1) à l'exploitation du système de sécurité incendie à l'accueil, **observation permanente et reformulée** (article MS 66).
- 5) Afficher à chaque entrée de l'établissement un plan schématique conforme à l'article MS 41 et à jour. **Observation renouvelée.**
- 6) Maintenir libres de tout dépôt les paliers d'escaliers encloisonnés, supprimer les vélos qui y sont présents (article CO 53), **observation renouvelée.**
- 7) S'assurer que la personne au poste de sécurité soit toujours à l'écoute des interphones destinés aux personnes en situation de handicap (article GN 8).
- 8) Donner suite aux observations figurant au rapport de vérifications quinquennal relatif aux installations d'**ascenseur(s)** et transmettre les attestations de levée de réserve(s) correspondantes au secrétariat de la commission de sécurité (article R. 123-43). **Observation renouvelée.**
- 9) Donner suite aux observations figurant au rapport de vérifications réglementaires périodiques relatif aux **robinets d'incendie armés** (réparation de fuites, remise en état) et transmettre les attestations de levée de réserve(s) correspondantes au secrétariat de la commission de sécurité (article R. 123-43). **Observation renouvelée.**
- 10) Numéroté les RIA et les signaler par un affichage adapté (article MS 15 §4).
- 11) Donner suite aux observations figurant aux rapports de vérifications réglementaires périodiques annuel et triennal relatif au **système de sécurité incendie** et transmettre les attestations de levée de réserve(s) correspondantes au secrétariat de la commission de sécurité (article R. 123-43). **Observation renouvelée.**
- 12) Procéder à la vérification périodique du groupe électrogène, inscrire au registre de sécurité les installations électriques reprises par cette source de remplacement (articles R 123 43 et 41).
- 13) Mettre en conformité les installations électriques de l'établissement par rapport aux dispositions réglementaires et normatives applicables à la date du présent rapport et notamment lever les observations faites dans la vérification périodique (articles EL 4).

- 14) Mettre en conformité les installations d'éclairage normal de l'établissement par rapport aux dispositions réglementaires et normatives exigibles à la date du présent rapport et notamment supprimer les éclairages provisoires et ceux non conformes aux normes en vigueur ; lever les observations faites dans la dernière vérification périodique (article EC 6).
- 15) Mettre en conformité les installations d'éclairage de sécurité de l'établissement par rapport aux dispositions réglementaires et normatives exigibles à la date du présent rapport ; notamment mettre en place une télécommande de mise au repos des blocs d'éclairage de sécurité par étage et lever les observations de la vérification périodique (articles EC 7 à EC 15).
- 16) Concernant les dispositifs permettant l'évacuation différée des personnes en situation de handicap, faire les interventions nécessaires pour lever les non-conformités mises en évidence par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020, à savoir :
- mettre des ferme-portes opérationnels pour les portes des AES des niveaux 3 à 8,
 - abaisser la commande d'ouverture du châssis de désenfumage de l'AES du -1,
 - mettre un boîtier vert de déverrouillage des portes d'accès aux AES,
 - abaisser l'interphone de l'EAS au R+8.
- (article GN 8).
- 17) Faire les interventions nécessaires pour lever les non-conformités mises en évidence par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020, en ce qui concerne le cloisonnement intérieur, à savoir :
- au niveau 8, mettre en place une paroi non coupe-feu 1 heure en bout de couloir côté Sud ;
 - au niveau 3, ventilation rétablir le degré pare-flammes ½ heure de la porte dotée d'une grille de ventilation, prévoir une autre ventilation,
 - au rdc, mettre en place une porte de recoupement d'accès à l'aile Nord pare-flammes ½ heure,
 - au niveau -1, calfeutrer par des matériaux coupe-feu 1 heure autour des passages de câbles au droit des impostes des portes de recoupement.
- 18) Isoler correctement les locaux à risques moyens (reboucher les trous dans les murs, remettre les ferme-portes manquants...) (article CO 28).
- 19) Faire les interventions nécessaires pour lever les non-conformités mises en évidence par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020, en ce qui concerne l'encloisonnement des escaliers, à savoir :
- réparer l'oculus de la porte de l'escalier au niveau -1 afin qu'il soit résistant au feu ;
 - au rdc intervenir sur les portes de l'escalier central pour qu'elles soient pare-flammes ½ heure ;
 - au -1 aile Nord, remettre en position normale les ferme-portes de la porte d'accès à l'escalier.
- (article CO 53).
- 20) Faire les interventions nécessaires pour lever les non-conformités mises en évidence par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020 en ce qui concerne les portes de recoupement des circulations, à savoir : aux niveaux 7 et 8 supprimer les stockages dans les circulations sont susceptibles de gêner la fermeture des portes de recoupement (article CO 24 §1 c).
- 21) Faire les interventions nécessaires pour lever les non-conformités mises en évidence par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020, pour ce qui concerne la sous-station, à savoir :
- rétablir l'isolement coupe-feu 2 heures du local,
 - respecter les règles du C+D au droit de la ventilation haute de la sous-station.
- (article CO 28).
- 22) Faire les investigations nécessaires pour s'assurer que la solution technique de rétablissement de la résistance au feu des conduits, gaines et clapets est conforme aux dispositions exigibles ; dans l'hypothèse où la solution ne serait pas satisfaisante ou bien s'il était impossible de s'assurer de la conformité de la solution technique en place, faire les modifications nécessaires pour rétablir un degré coupe-feu satisfaisant au droit des parois résistantes au feu (pour mémoire, la résistance au feu des parois est supposée être coupe-feu 1 heure (article CO 12).

- 23) Procéder à la vérification périodique des installations de ventilation, renouvellement d'air et de rafraîchissement, fournir le rapport de vérification à la commission de sécurité (article CH 58).
- 24) Procéder à la vérification périodique des sorbonnes et de leur dispositif d'extraction, fournir le rapport de vérification à la commission de sécurité (article CH 58).
- 25) Regrouper sous une commande unique l'organe de coupure de toutes les CTA de l'établissement, ou à défaut, regrouper l'ensemble des commandes en un même lieu (article CH 34 §2).
- 26) Faire les interventions nécessaires pour lever les non-conformités mises en évidence par SOCOTEC dans son document du 05/03/2020, en ce qui concerne les câbles CR1, à savoir :
- remplacer et protéger les câbles CR1 d'alimentation des tourelles de ventilation situées sur le toit
 - dans le placard RIA du R+4, corriger la mise en œuvre des câbles CR1 et reboucher les gaines autour des câbles (articles CH 43 §2).
- 27) Mettre en conformité par rapport aux dispositions exigibles les locaux accueillant des bouteilles de gaz 13 kg (mise en place de coupures d'urgence accessibles, ventilation des locaux...) ou à défaut, supprimer ces installations de gaz (articles GZ 26 et GZ 27).
- 28) Mettre en conformité par rapport aux dispositions de l'article EL 7 §4 a) la cuve de fuel du groupe électrogène.
- 29) Pour les locaux accueillant des liquides inflammables à des fins d'enseignement et de recherche, dès lors que la capacité dépasse 20 litres par local (" capacité totale équivalente au sens de R 10 "), prévoir les dispositions suivantes :
- mettre en place une ventilation haute et basse permanente,
 - doter le local d'une paroi en façade en partie grillagée ou en verre mince,
 - identifier le local avec la mention " stockage de produits " inflammables,
 - mettre les bouteilles de liquides inflammables (or utilisation) dans un meuble disposant d'une cuvette de rétention (articles GE 1 et R 10 §1b).
- 30) Pour les locaux accueillant des bouteilles de gaz spéciaux et en dérogation aux dispositions des articles R 11 et R 12, respecter les dispositions suivantes :
- les bouteilles doivent être fixes ou sur un chariot mobile placé debout,
 - les circuits alimentés par une bouteille doivent disposer d'un organe de coupure facilement accessible et signalisé,
 - les locaux accueillant les bouteilles doivent avoir une signalétique adaptée,
 - les locaux accueillant les bouteilles doivent avoir un dispositif d'aération permanente et indépendante (tel que prévu à l'article U 61 §4),
 - en cas de bouteille d'oxygène liquide, la capacité maximale autorisée par local est de 60 litres " équivalent eau " (tel que prévu à l'article U 61 §1).
- (articles R 123-48 et 13 du CCH).
- 31) Ne pas dépasser une capacité totale de 200 m³ d'oxygène dans l'établissement (article R 11 §1).
- 32) Si les transformateurs haute-tension sont " à huile ", mettre en place sous les appareils une cuvette de rétention permettant de recueillir l'ensemble du liquide (article EL 4).
- 33) Permettre l'accès à l'ensemble des locaux de l'établissement, veiller à ce que la personne chargée d'accompagner le groupe de visite ou les secours en cas d'intervention ait les clés de tous les locaux (article MS 46).
- 34) Revoir l'implantation de la détection automatique incendie de manière à ce que tous les locaux qui sont à risques particuliers d'incendie (ou qui sont devenus à risques particuliers d'incendie par changement de destination) soient détectés et doté d'un indicateur d'action (article R 123 48).
- 35) Vider le vide sanitaire des dépôts n'ayant pas vocation à s'y trouver (article CO 13 §2).

- 36) Déposer les installations de sécurité obsolètes et pouvant porter à confusion, par exemple, il existe dans le vide sanitaire une alimentation électrique d'une ancienne détection de l'amphithéâtre (établissement tiers) à déposer (article R 123-43 du CCH).
- 37) Démonter les verrous mécaniques placés sur des portes de dégagements de salles de classe, l'ouverture de la porte doit se faire de l'intérieur en toute circonstance, par simple poussée et par simple manœuvre (article CO 45 §2).
- 38) Pour toutes les installations scientifiques produisant du fait de leur fonctionnement de la chaleur (exemple, machine de production de glace au R+2), les installer dans un local correctement ventilé afin de se prémunir de tout échauffement de l'installation (la porte coupe-feu du local accueillant la machine de production de glace est maintenue en position ouverte) (article R 123 43).
- 39) Quand les travaux de l'accueil auront été faits (AT n° 5161910014), faire vérifier les travaux par un organisme agréé et fournir les documents de contrôle technique des travaux à la commission de sécurité (article GE 8 et décret du 8/3/1995).
- 40) Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité, l'arrêté municipal autorisant la poursuite du fonctionnement de cet établissement (article R 123 28).

VIII. RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes ne sont pas liées à l'application du règlement de sécurité des établissements recevant du public, néanmoins, il convient que l'exploitant les prenne en compte.

- Tenir à jour la liste précise, la localisation et la quantité des différents produits inflammables, toxiques ou corrosifs, agents pathogènes, sources radioactives, présents dans l'établissement. Cette liste devra être mise à disposition des secours extérieurs en cas d'intervention.
- Tenir à disposition des secours le plan d'établissement répertorié avec le descriptif des différents niveaux qui a été fourni à l'exploitant.
- Démanteler les anciennes conduites de gaz naturel présentes dans le bâtiment.

IX. REMARQUE

Le niveau de sécurité de cet établissement est très insuffisant. La mise en sécurité de l'établissement doit passer par un programme de travaux qui doit être autorisé par l'autorité (le maire) après avis de la sous-commission départementale de sécurité (article L 111-8 et R 123-22 du code de la construction et de l'habitation).

Actuellement, l'ensemble de l'établissement est supposé " ouvert au public ", alors qu'un certain nombre de niveaux ne semble accessible qu'aux chercheurs salariés de l'université (qui ne sont pas considérés comme du public).

Il est rappelé qu'au terme de l'article GE 1 du règlement de sécurité, celui-ci ne s'applique qu'aux locaux et dégagements ouverts au public (sauf dispositions spécifiques contraires prévues dans le règlement).

Le directeur départemental,

Pour le directeur départemental
Le chef du groupement prévention

Lieutenant-colonel Ronan DELMAS

Annexe 1

Liste des procédures de travaux prévues d'être réceptionnées lors de cette visite

Numéro étude	Nature de la demande	Numéro demande	Description
ET-E-18441-010	Autorisation de travaux	5161810001	Réaménagement partiel pour création d'un laboratoire au niveau 4 et redolonnement pour création d'une salle de radiologie au niveau -1
ET-E-18441-011	Autorisation de travaux	5161910014	Rénovation de l'accueil au rez-de-chaussée

ANNEXE RELATIVE A L'HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

Séance du 23/03/1967, sous-commission départementale de sécurité

Avis relatif au PC 61.073 (construction du bâtiment). Il ressort de ce rapport que le plancher bas du dernier niveau est à plus de 28 mètres du sol accessible à une échelle. Le projet de création d'un terre-plein en façade Sud, accessible à ce type de véhicule permettra de ramener la hauteur du dernier niveau, sur cette façade, à 28 mètres. En conséquence, l'établissement ne sera pas assujéti à la réglementation concernant les immeubles de grande hauteur.

Séance du 24/06/1968

Avis de l'inspecteur départemental : l'accès de l'échelle aérienne se fera finalement entre les blocs A et B (bâtiment technique).

26/06/1973 Visite de contrôle.

05/07/1977 Visite de contrôle.

17/04/1979 Visite de contrôle.

19/11/1980 Visite de contrôle.

23/02/1983 Visite de contrôle.

22/01/1986 Visite de contrôle.

Séance du 29/06/1987, sous-commission départementale de sécurité

Avis favorable à la délivrance du permis de construire n° 516871008 relatif à la création d'un local pour produits dangereux.

30/05/1988 Visite de contrôle.

Séance du 20/02/1989 (affaire n° 176), sous-commission départementale de sécurité

Visite périodique du 08 février 1989 - rapport adopté.

Séance du 30/09/1992 (affaire n° 32), sous-commission départementale de sécurité

Visite périodique du 17 septembre 1992 - rapport adopté.

Séance du 19/07/1994 (affaire n° 3), sous-commission départementale de sécurité

Avis favorable à la demande de déclassement de R/1^{ère} à R/2^{ème} de l'établissement comprenant le bâtiment " J. Roget " et les amphithéâtres.

Séance du 20/11/1997 (affaire n° 70), sous-commission départementale de sécurité

Avis défavorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement pour les motifs suivants :

- Absence d'équipement d'alarme
- Absence d'encloisonnement des escaliers
- Absence d'isolement des locaux à risques particuliers
- Absence de recoupement des circulations
- Absence de recoupement des gaines techniques
- Stockage anarchique dans les escaliers et les circulations
- Éclairage de sécurité incomplet (ambiance)

Séance du 09/01/1998 (affaire n° 24) sous-commission départementale de sécurité

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux AT n° 516979033 (mise en sécurité avec plusieurs phases) et 6 demandes de dérogation :

OBJET DES TRAVAUX (1^{ère} tranche - AT n° 516979033) :

BÂTIMENT "JEAN ROGET A" :

- isolement vis-à-vis de la bibliothèque
- suppression du gaz naturel
- enclouement partiel et désenfumage des escaliers
- recoupement des circulations
- traitement des locaux à risques moyens
- mise en œuvre d'un S.S.I. de catégorie A avec détection dans les circulations, escaliers et locaux à risques particuliers
- traitement des gaines techniques
- éclairage de sécurité
- suppression de lambris dans le hall
- mains courantes dans les escaliers

seuls les niveaux 1, 2 et 8 ont été restructurés partiellement.

AMPHITHÉÂTRES :

- enclouement des cages d'escaliers Nord et Sud
- traitement des locaux à risques particuliers
- mise en œuvre du S.S.I.
- éclairage de sécurité
- mains courantes dans les escaliers.

Échéance prévue : rentrée " septembre 1999 ".

MISE EN SÉCURITÉ COMPLÉMENTAIRE DU BLOC DES AMPHIS :

- suppression des lambris bois
- création d'un local à risque moyen si stockage dans la salle des pas perdus
- local " vélo " traité en local à risque important si utilisation en garage
- désenfumage du hall d'entrée
- remise en conformité des installations techniques.

Échéance prévue : dès l'obtention des crédits correspondants.

MISE EN SÉCURITÉ COMPLÉMENTAIRE DU BLOC DES AMPHIS :

Travaux d'aménagement de laboratoires dans la zone non restructurée initialement

Échéance prévue : rentrée " septembre 1999 ".

OBJET DES DÉROGATIONS :

- Dérogation 0 : escaliers d'une largeur de 1,28m à chaque extrémité, au lieu de 1,40 m
- Dérogation 1 : locaux en communication avec la cage d'escalier (bâtiment Roget)
- Dérogation 1 bis : locaux en communication avec la cage d'escalier (bâtiment amphis)
- Dérogation 2 : certains blocs-portes ne sont pas pare-flammes ½ heure
- Dérogation 3 : conduits d'évacuation des sorbonnes en PVC, classés M1 au lieu de M0
- Dérogation 4 : absence de désenfumage des circulations
- Dérogation 5 : utilisation de gaz spéciaux au moyen de bouteilles dans différents locaux
- Dérogation 6 : le maître d'ouvrage ne peut pas justifier la résistance des portes d'ascenseurs.

Séance du 29/03/2001 (affaire n° 167) sous-commission départementale de sécurité

Avis défavorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement pour les motifs suivants :

- Absence d'équipement d'alarme,
- Absence d'enclouement des escaliers,
- Absence d'isolement des locaux à risques particuliers,
- Absence de recoupement des circulations,
- Absence de recoupement des gaines techniques,
- Stockage anarchique dans les escaliers et les circulations,
- Éclairage de sécurité incomplet (ambiance).

Séance du 07/11/2002 (affaire n° 14) sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux DT n° 516029025 (mise en sécurité des niveaux 5 à 8, niveaux 1,9 et -1) et 5 demandes de dérogation:

OBJET DES TRAVAUX (2^{ème} tranche - AT n° 516979033) :

BATIMENT "JEAN ROGET A" (niveaux 5 à 8, niveaux 1,9 et -1) :

- cloisonnement des locaux et des escaliers
- création de locaux à risques particuliers
- traitement coupe-feu des gaines
- changement de châssis métalliques en façade et des blocs-portes intérieurs
- aménagements intérieurs
- remise en conformité des installations techniques.

OBJET DES DEROGATIONS :

- Dérogation 1 : escaliers d'une largeur de 1,28 m à chaque extrémité, au lieu de 1,40m
- Dérogation 2 : locaux en communication avec la cage d'escalier (bâtiment Roget)
- Dérogation 3 : absence de désenfumage des circulations
- Dérogation 4 : conduits d'évacuation des sorbonnes en PVC, classés M1 au lieu de M0
- Dérogation 5 : le maître d'ouvrage ne peut pas justifier la résistance des portes d'ascenseurs.

Séance du 22/04/2004 (affaire n° 3), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la demande de dérogation complémentaire à la DT n° 516029025.

- Dérogation 6 : portes d'accès aux zones contrôlées verrouillées , sans système de fermeture automatique.

Séance du 23/03/2006 (affaire n° 53), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la réception des travaux suivants :

- AT n° 516979033
- DT n° 516029025

Avis défavorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement pour les motifs suivants :

- travaux réalisés sans avis de la commission compétente (cafétéria, espace étudiants)
- la mise en sécurité de l'établissement n'est pas terminée, en particulier pour les niveaux inférieurs (-1, 0, 3 et 4 et amphis)

Séance du 26/07/2007 (affaire n° 23), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux AT n° 516070001.

Objet de la demande

la transformation de salles de cours banalisées en salles associatives "corpo" au rez-de-chaussée,
la transformation de salles de cours banalisées en salles d'enseignement spécialisées dites "pharmacie virtuelle" au rez-de-chaussée,
la suppression de la cafétéria et création de salles de travaux pratiques et réserve (régularisation) au 1^{er} étage,
le remplacement d'un ascenseur dans le bloc central,
la création d'un WC pour les personnes à mobilité réduite.

Séance du 23/12/2010 (affaire n° 40), sous-commission départementale de sécurité
Avis défavorable à la délivrance de l'autorisation d'ouverture dans une nouvelle configuration (AT n° 516070001) pour les motifs suivants :

- La mise en sécurité du bâtiment n'est pas terminée, en particulier dans la partie "amphithéâtres" (article R 123-13).
- Importantes lacunes dans le suivi et l'entretien des installations techniques (installations électriques et S.S.I. en particulier) (article R 123-43).

Séance du 02/01/2014 (affaire n° 35), sous-commission départementale de sécurité

Avis défavorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement pour les motifs suivants :

- la mise en sécurité du bâtiment n'est pas terminée, en particulier dans la partie "amphithéâtres" (article R 123-13) ;
- importantes lacunes dans le suivi et l'entretien des installations techniques (installations électriques en particulier) (article R 123-43)

la conformité des travaux liés à l'AT n° 516070001 n'a pas pu être arrêtée pour les motifs suivants : travaux non terminés.

Séance du 04/12/2014 (affaire n° 41), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux n° 5161410004 ainsi qu'au reclassement en type R de la 2^{ème} catégorie.

Séance du 27/07/2017, sous-commission départementale de sécurité.

Avis défavorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement suite à la visite périodique et de réception de travaux du 24 mai 2017 pour les motifs suivants :

- incertitude sur le niveau de sécurité actuel (absence de vérification globale par un organisme agréé suite aux divers travaux de mises en sécurité réalisés) – (article GE 7).

La conformité des travaux liés à l'AT n° 5161410004 est arrêtée, néanmoins les observations détaillées dans le rapport de vérifications réglementaires après travaux rédigé par le bureau de contrôle agréé, ou dans le présent rapport, devront être prises en compte dans les meilleurs délais.

Séance du 05/04/2018, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux n° 5161810001.

(Réaménagement partiel pour création d'un laboratoire au niveau 4 et recloisonnement pour création d'une salle de radiologie au niveau -1).

Séance du 26/12/2019, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la procédure d'autorisation de travaux n° 5161910014 (réaménagement de l'accueil).